

**Politique migratoire - Union
européenne - Déclaration de M.
Gérard Collomb, ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur, à son arrivée
au conseil informel justice et
affaires intérieures
(Innusbruck, 12 juillet 2018)**

Mesdames et Messieurs bonjour,

C'est une réunion importante des ministres de l'intérieur que nous tenons aujourd'hui qui, je l'espère, reprendra les conclusions du Conseil européen qui s'est tenu il y a quelques jours.

Nous sommes dans une situation paradoxale dans la mesure où jamais l'Europe n'avait connu moins de flux migratoires. Je rappelle que par rapport à l'époque que nous avons connue il y a encore un an, la diminution des flux migratoires, par exemple en Méditerranée centrale, est de 81% et pourtant nous sommes dans une situation de crise.

Pour la France, on ne pourra surmonter ces difficultés que dans une politique de coopération, coopération entre les pays européens mais coopération aussi avec les pays du sud, avec les pays d'origine et de transit des migrants.

On voit bien par exemple que si, sur la voie de la Méditerranée orientale, nous avons diminué les flux migratoires irréguliers, c'est parce qu'il y a eu un accord entre l'Union européenne et la Turquie. Que si sur la voie de la Méditerranée centrale nous avons diminué les flux, c'est parce que d'une part la France, avec l'Union européenne et d'autres pays, ont appuyé les efforts du Niger pour que la voie d'Agadez puisse être fermée pour les passeurs et que moins de personnes traversent illégalement le Sahara. On voit aussi qu'en Libye, pendant quelques temps, les garde-côtes ont totalement contrôlé la côte. C'était l'action à la fois de l'Italie et, en même temps, de l'Union européenne qui a apporté son soutien.

C'est donc dans cette coopération avec les pays du sud que nous pouvons trouver des solutions. La France proposera qu'une grande réunion ait lieu entre ces pays du sud et les pays de l'Union européenne de manière à pouvoir permettre qu'une solution commune soit élaborée.

Ensuite il se peut qu'arrive un certain nombre de bateaux. Le président français a dit dans ce contexte qu'il souhaitait des centres contrôlés. Pourquoi contrôlés ? Pour qu'évidemment chacun soit documenté à son arrivée et qu'il n'y ait pas un certain nombre de personnes qui puissent partir à travers l'Europe sans que leur identité n'ait été contrôlée.

Ensuite nous avons à faire jouer les mécanismes de répartition, les mécanismes Dublin. Je crois qu'il faut rester sur des bases qui soient fermes, stables, faire en sorte que le pays qui ait accueilli soit responsable et donc qu'il n'y ait pas les mouvements qui se produisent à travers l'Europe.

En tout cas, nous pensons que c'est dans des solutions communes, et non pas dans le chacun pour soi que l'on peut résoudre les problèmes de l'Europe face aux migrations.

Merci./.